



Soutien à la population Kurde de Syrie

Depuis la chute de Bachar Al-Assad et la prise de pouvoir par le groupe islamiste HTS et son chef Ahmed Al-Charaa, ancien dirigeant de la branche syrienne d'Al-Qaeda, les violences contre les minorités se multiplient en Syrie. Druzes, Alaouites et depuis cet été les Kurdes sont victimes d'attaques militaires menées par des combattants de groupes islamistes intégrés dans l'armée du nouveau régime syrien et soutenus également par la Turquie. La communauté internationale reste silencieuse face à ces violences et continue de soutenir le nouveau pouvoir à Damas. En effet, les pays occidentaux, et la France en premier lieu, lèvent au fur et à mesure les sanctions contre la Syrie et font pleuvoir des fonds pour la reconstruction du pays, accordant par conséquent un blanc-seing au nouveau régime malgré les exactions commises en son nom.

Le gouvernement intérimaire en Syrie a imposé un siège suffoquant aux zones sous contrôle de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie depuis le 25 septembre 2025, empêchant l'entrée de fournitures essentielles, l'aide d'urgence et l'aide médicale, et la farine.

Recrudescence des violences depuis le début d'année

Alors que la communauté kurde et ses allié·es se rassemblaient pour la commémoration des assassinats ciblés du 9 janvier 2013 et du 23 décembre 2022 à Paris contre des militant·es kurdes, les violences ont connu un pic dans les quartiers d'Alep de Sheikh Maqsoud et Ashrafieh.

Les groupes armés affiliés au gouvernement transitoire syrien ont assiégié pendant plusieurs jours ces zones peuplées principalement de Kurdes, dont de nombreux·ses réfugié·es du canton d'Afrin envahi par la Turquie en 2018. Ils ont multiplié les bombardements à l'arme lourde, et commis de nombreuses exactions contre les civils. Dans la nuit du 10 janvier, les Asayish, force de sécurité kurdes, ont opéré un repli stratégique vers les zones sous contrôle de l'Administration autonome et des Forces démocratiques syriennes qui assurent sa protection afin de mettre en sécurité la population kurde des quartiers de Sheikh Maqsoud et Ashrafieh, et de leur permettre d'accéder aux soins.

Ces violences ont entraîné le déplacement de milliers de réfugié·es kurdes vers les zones sous contrôle de l'Administration autonome. Le retrait d'Alep risque de laisser des milliers de civils, majoritairement kurdes, sans défense face aux groupes armés islamistes. Les réfugié·es témoignent des meurtres, des viols et des pillages et affirment que les attaquant·es cherchent à semer la discorde entre Arabes et Kurdes, pour contrecarrer le projet de société démocratique, féministe, multiconfessionnel et multi-ethnique mis en place par l'Administration autonome selon le modèle du confédéralisme démocratique théorisé par Abdullah Öcalan. Les pays occidentaux restent silencieux sur ces violences. Alors même que le gouvernement transitoire bombardait les quartiers kurdes d'Alep, Ursula von der Leyen était à Damas pour verser un chèque en blanc de plus de 600 millions d'euros au gouvernement transitoire. La presse dominante française reste silencieuse sur ces massacres et l'invasion en cours des territoires autonomes menés par la Turquie et les forces syriennes.

Adoptant une position pro-étatiste, elle relaie les communiqués officiels des ambassades en se satisfaisant du retrait des forces kurdes, accusées de ne pas se soumettre au nouveau pouvoir syrien. En réalité c'est celui-ci qui voudrait balayer tout ce que l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie a mis en place depuis le début de la révolution syrienne.

L'Union syndicale Solidaires condamne les massacres à caractère ethnique menées par des forces affiliées au gouvernement de transition syrien et soutenues par la Turquie.

Pour L'Union syndicale solidaires l'urgence est d'agir pour mettre fin :

- au blocus mené sur les territoires d'Alep
- à tous les massacres sur les minorités en Syrie.
- à l'invasion syrienne et turque sur les territoires gérés par l'administration autonome du Rojava

L'Union syndicale Solidaires réaffirme son soutien

- au processus de paix impulsé en Turquie en 2025 par le PKK auto-dissous
- à la révolution et au projet confédéraliste au Rojava

L'Union syndicale Solidaires appelle également à la libération d'Abdullah Ocalan et de tous les prisonniers politiques en Turquie.

L'urgence est au respect de l'accord du 10 mars 2025 et à la reprise des négociations entre le gouvernement de transition et les porte-parole de l'AANES.

Nous appelons les adhérent·es de Solidaires à participer à toutes les actions et manifestations de solidarité envers la lutte des Kurdes.